

M. Woolliams: Vous ne pourriez pas couper du poisson, c'est pourquoi on vous a nommé secrétaire parlementaire du ministre des Pêches. Le député est l'ignorance personnifiée.

L'hon. M. Olson: Pour étayer davantage ma thèse, je voudrais citer certaines autres statistiques. En 1949, la valeur agricole ou les recettes du cultivateur, exprimées sous forme de pourcentage de la valeur au détail des denrées produites sur place—ce qui comprend toute la série—était d'environ 60 p. 100. De 1950 à 1954, le pourcentage qu'il tirait du dollar avait baissé à 56 p. 100, de 1955 à 1959 à 47 p. 100. Puis il y a eu la période dont les députés de l'opposition aiment à parler, c'est-à-dire les années 1960 à 1964. Durant cette période, le pourcentage de la valeur agricole des denrées est passé de 47 à 43 p. 100. Par conséquent, il n'y a eu aucun changement, parce qu'un autre gouvernement était au pouvoir. En 1965, la valeur agricole était de 45 p. 100 et en 1967, de 43 p. 100.

Cela s'est produit indépendamment du changement de gouvernement. Il me paraît tout à fait clair que si l'on se plaint de la vie chère et du prix des aliments, il ne faut pas attribuer l'augmentation au fait que les cultivateurs ont réalisé plus de bénéfices. Je constate qu'on se plaint du coût de la vie surtout en ce qui a trait aux aliments. A vrai dire on attachait il y a deux ou trois ans beaucoup plus d'importance à cet élément de l'indice du coût de la vie qu'à tout autre. Pourtant, si l'on examine les chiffres du Bureau fédéral de la statistique pour la période comprise de 1950 à 1965, on constate que le prix des aliments a augmenté moins que d'autres éléments de l'indice du coût de la vie. Il importe que les consommateurs canadiens le comprennent.

Je pourrais continuer longtemps et nommer d'autres denrées. Je pourrais citer des statistiques pour appuyer ma thèse. Toutefois, je m'en abstiendrai, car l'opposition déclare soudainement être de mon avis et avoir déjà signalé les mêmes choses. Nous constatons une hausse du coût des aliments, mais je dirais que nous ne devons pas en chercher la cause dans les recettes brutes de l'agriculteur, car elle n'est pas là.

D'autre part, l'opposition, et non pas la population du Canada, aimerait que le gouvernement actuel ou un autre établisse un contrôle rigide des prix. Le contrôle des prix dans une économie libre varie selon la manière dont le consommateur veut que les

produits lui soient vendus. Une augmentation très sensible des prix est due aux modes de transformation, d'emballage, de présentation et ainsi de suite, exigés par le consommateur canadien. Je ne dis pas que le consommateur canadien a tort. S'il veut agir de la sorte, il lui suffit d'acheter des aliments très élaborés. Cela se produit depuis très longtemps.

Pour conclure, monsieur l'Orateur, je dirai qu'en ce qui concerne le bœuf, si on refuse au producteur cette dernière modification de prix, nous reviendrons à une situation où l'élevage des bêtes n'était pas rentable. Je pense que cela entraînerait de plus grandes difficultés, car l'offre ne suffirait plus à la demande. C'est précisément ce qui s'est passé sur le marché du bœuf au cours des dernières semaines. Qui plus est—et on a tendance à négliger cette considération—on constate exactement la même chose aux États-Unis. De fait, les augmentations que nous avons connues au Canada ont été déclenchées aux États-Unis vers la fin de mars ou en avril. Ainsi, quand nous disons que l'offre ne peut satisfaire à la demande de bœuf, ce n'est pas rien qu'au Canada, ni même seulement en Amérique du Nord. Toutefois, cette pénurie a été plutôt soudaine chez nous. Le malheur, c'est que le prix du bœuf n'a pas commencé et continué à augmenter en même temps ou au même rythme que l'ensemble des prix depuis huit ou dix ans. Si cela s'était produit, nous ne nous trouverions pas dans la situation actuelle, où l'offre est de beaucoup inférieure à la demande.

J'espère que tous ceux qui sont enclins à blâmer le fermier pour la situation actuelle n'oublieront pas tous les autres facteurs qui contribuent tout autant et même plus à faire monter les prix de certains produits alimentaires.

M. J. H. Horner (Crowfoot): Monsieur l'Orateur, j'hésite à prendre part à ce débat, car je me demande pourquoi je devrais présenter le soi-disant ministre de la Consommation aux consommateurs comme un chevalier à la brillante armure. Il a essayé d'obtenir les votes des consommateurs d'un bout à l'autre du pays. Tout le monde sait qu'il y a plus de consommateurs que de producteurs. On sait aussi qu'on peut recueillir plus de votes en tranquillisant le consommateur et en disant: Qu'importe le producteur? Le producteur est devenu quantité négligeable sur le plan politique au Canada.